

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/W/119/Rev.3
18 février 2004

(04-0678)

Comité du commerce et du développement

PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION 2004

Révision

Table des matières

Paragraphe

I.	INTRODUCTION	1-6
II.	PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION POUR 2004.....	7-11
III.	LES PRODUITS	12-84
IV.	PARTENARIATS ET EXTERNALISATION.....	85-103
V.	SUIVI ET ÉVALUATION	104-109
VI.	FINANCEMENT	110-111
ANNEXE		

I. INTRODUCTION

1. Le Plan d'assistance technique et de formation (le Plan) pour l'année 2004 vise à permettre au Secrétariat de l'OMC de poursuivre de manière cohérente et dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité les principaux objectifs fixés par les Membres, à savoir améliorer les capacités institutionnelles et humaines des pays bénéficiaires à traiter les préoccupations et les questions qui se posent en matière de politique commerciale, intégrer le commerce dans les politiques nationales de développement et de lutte contre la pauvreté et faciliter une meilleure participation des bénéficiaires au Système commercial multilatéral (SCM) ainsi que leur participation effective aux négociations. Il reflète les principes et priorités énoncés dans les documents de base, y compris la Stratégie de coopération technique de l'OMC et la Déclaration ministérielle adoptée à la quatrième Conférence ministérielle au Qatar en novembre 2001 (le Programme de Doha pour le développement). L'accent est mis sur l'intégration complète de la formation et de la coopération technique et l'optimisation des synergies potentielles entre les deux, ces aspects étant l'un des principaux objectifs visés lors de la création de l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT).

2. Le Programme de Doha pour le développement reconnaît que l'assistance technique et le renforcement des capacités sont des éléments fondamentaux de la dimension développement du SCM. La réalisation bien préparée, ciblée et coordonnée de ce type d'activité outre qu'elle aidera les Membres dont les ressources sont limitées à se conformer aux règles et disciplines de l'OMC, à remplir les obligations qui leur incombent et à exercer leurs droits en tant que Membres de l'OMC, renforcera les efforts nationaux visant à intégrer le commerce dans les plans nationaux pour le développement économique et les stratégies de lutte contre la pauvreté. Ainsi, conformément à la Déclaration ministérielle de Doha, il sera pleinement tenu compte de la dimension développement dans le Plan au niveau générique comme au niveau de modules spécifiques.

3. Le Plan comporte divers produits qui peuvent être utilisés pour offrir une assistance technique et une formation. Tous ces produits, que ce soit à Genève ou sur le terrain, visent à la réalisation du même objectif général et peuvent être appliqués individuellement ou en combinaison. En outre, le Plan est conçu de manière que tous les Membres et observateurs concernés puissent systématiquement en bénéficier. Étant donné la nécessité urgente de développer leur commerce, la priorité sera donnée aux pays les moins avancés (PMA). Cette priorité s'articulera autour de manifestations conçues spécialement et, pour les bénéficiaires du Cadre intégré (CI), les activités seront liées au processus d'intégration du commerce dans les plans de développement nationaux de ces pays. L'objectif principal pour l'OMC est d'aider les PMA à s'intégrer au SCM et à bénéficier de la libéralisation progressive du commerce au niveau mondial. Un autre grand défi consiste à aider les PMA à participer pleinement au processus de négociation du Programme de Doha pour le développement. À la lumière de l'expérience du Secrétariat, une façon de faire face à ces défis consiste à identifier et mettre en place des mécanismes performants et appropriés que le Secrétariat peut utiliser pour encourager les PMA à tirer parti des divers programmes d'assistance technique et de formation, y compris les séminaires nationaux.

4. L'IFCT, ainsi que le Comité de gestion de l'assistance technique (CGAT) jouent un rôle central dans la coordination des activités prévues dans le Plan. La mise en œuvre de celui-ci fera intervenir pratiquement toutes les divisions de l'OMC, ainsi que les institutions partenaires, les banques régionales de développement et d'autres organisations.

5. Le Plan s'articule comme suit: le chapitre II traite des principaux éléments d'assistance technique et de formation prévus pour 2004. Le chapitre III présente les produits ainsi que les objectifs qu'ils sont censés atteindre. Le chapitre IV fournit des indications sur les partenariats et le recours à des ressources extérieures. Le chapitre V porte sur le suivi et l'évaluation et le chapitre VI couvre la question du financement.

6. L'annexe fournit des renseignements pratiques concernant les activités d'assistance technique et de formation. Elle propose également une nouvelle manière de rendre compte des activités d'assistance technique, en termes de production (participants/jours), afin de permettre un suivi plus réaliste de la mise en œuvre du Plan.

II. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU PLAN D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION POUR 2004

7. Les principales caractéristiques du Plan sont les suivantes:

- **il est axé sur la qualité:** il est important de veiller à ce que les Membres se voient offrir un nombre approprié d'activités, mais il est encore plus important de veiller à ce que celles-ci soient de qualité élevée;
- **il est axé sur les produits:** le Plan est axé sur la fourniture de produits. Pour chacun, des objectifs précis sont définis. Ils comprennent des cours de politique commerciale de durée variable, qui peuvent être tenus à Genève ou sur le terrain, des séminaires régionaux, des ateliers, des activités nationales, y compris des services de consultation sur les politiques commerciales, etc.;
- **il est axé sur le développement:** conformément au Programme de Doha pour le développement, la dimension développement bénéficie d'une attention particulière dans le Plan sous tous ses aspects;
- **il est axé sur la recherche de l'efficacité et l'obtention de résultats:** il met l'accent sur les activités dont il est prouvé qu'elles accroissent ou sont susceptibles d'accroître de manière durable les capacités humaines et institutionnelles. Le Plan vise à "laisser une marque";
- **il est équilibré géographiquement:** il comporte un nombre considérable d'activités régionales de manière à assurer une couverture géographique équitable;
- **il est ample et approfondi dans sa portée:** afin d'assurer que tous les Accords de l'OMC et les sujets sur lesquels portent les négociations du Programme de Doha pour le développement soient traités, avec le niveau de détail approprié;
- **il est simple et flexible:** le Plan est simple, transparent et souple. Il planifie ce qui peut l'être (activités essentielles, que ce soit à Genève ou dans les régions) et laisse la possibilité de considérer les besoins prioritaires et de répondre aux demandes spécifiques des bénéficiaires; il tiendra compte en particulier des besoins des PMA, des petites économies vulnérables, ainsi que des pays n'ayant pas de représentation à Genève;
- **il est conçu pour établir et renforcer des partenariats stratégiques et la cohérence:**
 - o avec les bénéficiaires, c'est-à-dire sous la forme d'activités de coopération et de renforcement menées dans les pays, pour créer les conditions qui permettront de transférer progressivement aux bénéficiaires la maîtrise et la responsabilité de la formation et, grâce à une approche concertée, identifier les besoins et établir les priorités de l'assistance technique et de la formation;

- o avec la communauté des donateurs, pour assurer une plus grande cohérence entre les fournisseurs d'assistance technique et de formation, éviter les chevauchements et les doubles emplois et améliorer l'efficacité;
- o avec les instituts de formation et organes régionaux et les autres institutions internationales pour partager les responsabilités et tirer profit au maximum des complémentarités et des compétences disponibles;
- o avec les milieux universitaires, pour les sensibiliser aux exigences et besoins locaux et développer leurs capacités en matière d'enseignement et de recherche.

8. Ce plan a été élaboré non pas *de novo*, mais sur la base de l'expérience des années précédentes, en vue de le rendre encore plus à même de servir de base pour la fourniture d'une formation et d'une assistance technique. À cet égard, le contrôle et l'évaluation ont été particulièrement utiles pour la conception du Plan. La méthode consistant à réinjecter les leçons tirées de l'expérience et les renseignements pertinents résultant d'un processus systématique de contrôle et d'évaluation dans les activités du Plan est examinée au chapitre V du présent document. Les données qui ont été présentées aux Membres dans le rapport de l'Audit de la coopération technique pour 2002 (WT/COMTD/W/111, 28 mars 2003) ont été prises en considération. Par exemple, il est noté dans le rapport que, du fait que les activités d'assistance technique sont de très courte durée et que les participants sont souvent nombreux, elles favorisent la diffusion d'information, la sensibilisation ou la prise de conscience davantage qu'un développement réel des compétences ou des capacités. Il est noté que la brève durée des activités et le grand nombre de participants à certaines activités individuelles d'assistance technique servent mieux une politique ayant pour objectif principal de toucher le maximum de personnes possible, mais sans privilégier une formation de caractère approfondi. Le renforcement des capacités peut se faire au moyen d'une série d'activités de formation de courte durée s'adressant aux mêmes groupes cibles, mais cela suppose que lesdites activités soient considérées comme des composantes de la formation et conçues dans le cadre d'un programme systématique cohérent de renforcement des capacités. Ainsi, les cours de politique commerciale d'une durée de trois mois, tant à Genève que dans les régions, ainsi que les programmes d'assistance technique de grande ampleur, comme le JITAP, offrent un potentiel plus important et ils ont pour objectif explicite un développement substantiel des capacités humaines et institutionnelles. Comme on le verra ci-dessous, les cours de politique commerciale ont été élargis, à Genève comme dans les régions. Quant au JITAP, il a été élargi de façon à englober un plus grand nombre de pays.

9. Il est établi dans le rapport que les activités d'assistance technique de l'OMC pourraient contribuer plus efficacement au développement de capacités durables à condition d'être planifiées et élaborées sur la base d'une évaluation approfondie des besoins et des problèmes des Membres. Il est généralement reconnu que l'évaluation des besoins est un élément essentiel de la conception d'un programme d'assistance technique et de formation. Toutefois, le Secrétariat n'a jamais été invité à engager une évaluation des besoins pays par pays. Néanmoins, diverses sources d'information ont contribué dans le passé à la réalisation de ces évaluations et aidé à concevoir le Plan: le Secrétariat entretient des relations de diverses formes avec les Membres, par exemple par des contacts directs avec les délégations établies à Genève, avec des fonctionnaires y compris des hauts fonctionnaires participant à la Semaine de Genève, lors de missions, au cours de séminaires/ateliers régionaux et nationaux, pendant les cours de politique commerciale tenus à Genève ou sur le terrain. Les services de consultation sur les politiques commerciales, au moins tels qu'ils étaient conçus initialement, sont axés essentiellement vers le diagnostic, c'est-à-dire qu'ils visent à déterminer les besoins liés aux politiques commerciales dans des circonstances spécifiques (voir la partie III d) ci-dessous). En outre, dans le cadre des activités qui doivent être engagées de concert avec l'ONUDI, et suite à la signature d'un mémorandum d'accord entre les deux organisations, une "évaluation des besoins" préliminaire est proposée dans le cadre des tables rondes à laquelle participeront les pays bénéficiaires; cette évaluation des besoins constituerait la base des projets engagés ultérieurement.

10. Au cours des réunions de comité et des consultations qui ont eu lieu régulièrement à l'IFCT et avec les divisions opérationnelles et les donateurs ainsi que les pays ou groupes de pays bénéficiaires potentiels, le Secrétariat a l'opportunité d'orienter le programme d'activités. Les analyses figurant dans les rapports sur l'examen des politiques commerciales peuvent aider les Membres et le Secrétariat à déterminer les aspects qui se prêtent à une assistance technique. Il convient également de noter que certains mécanismes institutionnels, tels que le Cadre intégré, comprennent une phase d'étude de diagnostic des besoins du pays. Enfin, les rapports de mission peuvent donner une meilleure idée des besoins d'activités de suivi. Les divisions opérationnelles ont un rôle particulier à jouer du fait de leurs connaissances approfondies de la situation de chaque pays au regard de chaque accord. De façon plus générale, si l'on veut évaluer de façon plus précise la "demande" (qui ne va pas toujours de pair avec "besoin") et l'orienter utilement, il est particulièrement important d'étudier attentivement les besoins, tels que les Membres les définissent. Ainsi donc, alors qu'il n'existe aucun mécanisme institutionnel structuré pour procéder à une évaluation approfondie des besoins, diverses sources peuvent être, et ont été, utilisées pour élaborer ce plan.

11. On pourrait explorer les moyens de procéder à une évaluation plus fondamentale des besoins des pays bénéficiaires, compte tenu du niveau existant des ressources et des mécanismes permettant d'identifier ces besoins, y compris le CI, le processus d'examen des politiques commerciales, les services de consultation sur les politiques commerciales, les comités et organes pertinents de l'OMC.

III. LES PRODUITS

12. Les produits mentionnés dans le présent chapitre sont conçus pour assurer un certain nombre d'activités de qualité élevée qui soient réalisables et aient des effets durables. Chaque produit comporte des objectifs clairement identifiés. Les résultats sont ainsi mesurables, ce qui donne plus de sens à l'évaluation. En outre, les principales caractéristiques examinées ci-dessus se retrouvent dans la conception des produits et des activités connexes de formation et d'assistance technique ainsi que dans leur mise en œuvre.

a) Cours de politique commerciale

13. Des cours de politique commerciale sont dispensés à Genève et dans les régions. D'une durée de 12 semaines, ils consistent en une série d'exposés sur l'OMC, son histoire, ses règles et procédures et son fonctionnement. Tous les Accords et questions sont couverts. L'objectif n'est pas de former des spécialistes dans chaque domaine d'activité de l'OMC, mais d'assurer que les participants aient une connaissance détaillée de toutes les questions concernant l'OMC et acquièrent des compétences pratiques et se constituent un réseau important de relations. Ce type d'immersion globale revêt une importance critique dans les pays où les ressources humaines consacrées au SCM sont insuffisantes pour permettre un degré élevé de spécialisation. Ces cours servent également d'introduction générale à ceux qui se spécialiseront par la suite.

14. S'agissant des objectifs à atteindre, les cours de politique commerciale tenus aussi bien à Genève que dans les régions doivent permettre aux participants:

- d'acquérir une bonne compréhension de tous les aspects de l'OMC, y compris les Accords;
- d'apprendre à utiliser efficacement les renseignements et la documentation concernant certaines questions spécifiques;
- d'améliorer leur capacité d'analyse et de négociation;

- de renforcer leur capacité à travailler dans un environnement international; et
- d'établir et/ou de renforcer un réseau de relations avec les autres participants et les formateurs ou experts.

15. Pour les cours de politique commerciale organisés par l'Institut à Genève et sur le terrain, après un processus de sélection des participants, les niveaux de connaissance sont testés et à la fin du cours une évaluation est faite pour évaluer l'impact du cours sur chaque participant. L'information ainsi obtenue est réinjectée dans le processus de conception et d'amélioration constante de la qualité du cours proprement dit. Un comité de sélection est mis sur pied pour mener le processus de sélection qui inclut des éléments tels que l'éligibilité des candidats, leurs qualifications, l'équilibre géographique, etc. De même, les niveaux de connaissance avant et après les cours sont systématiquement évalués, en recourant à différentes méthodes, y compris des tests d'autoévaluation des exercices, etc.

16. Les autres cours, y compris le cours d'introduction et les cours spécialisés ont eux aussi leurs propres procédures de sélection.

17. L'élargissement du processus de sélection à des activités autres que les cours de politique commerciale et autres activités organisées à Genève, comme cela a été suggéré, exigerait un examen approfondi. La charge supplémentaire que cela imposerait au Secrétariat pour le processus de préparation de ces activités pose de véritables questions eu égard aux ressources et à la rentabilité, et porte atteinte à la notion selon laquelle il incombe également aux Membres d'assurer la participation appropriée (voir le paragraphe 33 ci-dessous).

i) Cours de politique commerciale tenus à Genève

18. Quatre cours de politique commerciale sont organisés chaque année au siège. Ils consistent en une série de modules couvrant tous les domaines de travail de l'OMC. Ils incluent aussi des visites dans d'autres organisations internationales s'occupant de questions liées au commerce, ainsi que la participation à certaines réunions d'organes de l'OMC. Ils comprennent des exposés réguliers sur les travaux de l'Organisation. Des cours d'informatique sont proposés à titre facultatif. Les contacts avec les experts de l'OMC et d'autres organisations internationales sont fréquents.

19. Les cours de politique commerciale sont organisés par l'IFCT et font appel à des experts des diverses divisions opérationnelles et à des consultants externes spécialisés. Des représentants d'autres organisations, notamment l'ICC, la CNUCED, l'OMPI et la Banque mondiale, sont régulièrement invités à y faire des présentations.

20. Peuvent participer à ces cours les fonctionnaires de pays en développement et de PMA, de pays en transition et de pays accédants. De 25 à 30 participants sont choisis pour chaque cours. Ce sont généralement, mais pas nécessairement, des fonctionnaires appartenant au Ministère du commerce. Le processus de sélection cherche à assurer une distribution équitable entre les pays concernés pour chaque cycle de six cours comprenant quatre cours en anglais, un en français et un en espagnol. En 2004, les cours suivants seront organisés à Genève:

- les 27^{ème} et 28^{ème} cours de politique commerciale pour fonctionnaires anglophones seront dispensés simultanément;
- le 29^{ème} cours de politique commerciale pour fonctionnaires francophones; et
- le 30^{ème} cours de politique commerciale pour fonctionnaires hispanophones.

21. Les méthodes de formation utilisées mettent l'accent sur un apprentissage interactif, des simulations, des exercices pratiques, des études de cas et des débats. On procède actuellement au renforcement des moyens pédagogiques habituels, y compris la documentation de base, les moyens visuels, les exercices, les simulations et les documents de référence.

22. Les coûts afférents à l'organisation des cours de politique commerciale tenus à Genève, y compris les bourses accordées aux participants pour couvrir leurs frais de voyage, de logement et d'assurance, sont imputés sur le budget ordinaire de l'OMC.

ii) Cours régionaux de politique commerciale

23. Les cours régionaux de politique commerciale sont organisés sur le même modèle que ceux tenus à Genève, l'objectif étant de parvenir à un même niveau d'excellence. Ils sont dispensés conjointement par des fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC et des représentants des milieux universitaires et des spécialistes de la politique commerciale de la région en question. Il existe entre les compétences de l'OMC et les compétences régionales une complémentarité naturelle qui rend ce type de formation plus complet et aussi mieux adapté aux besoins locaux. Les stagiaires bénéficient non seulement d'explications faisant autorité sur les dispositions et le fonctionnement de l'OMC qui sont fournies par ses fonctionnaires, mais aussi de présentations et de discussions auxquelles participent des spécialistes de la région, et qui mettent fortement l'accent sur les préoccupations régionales. Les spécialistes régionaux ajoutent des éléments intéressant directement la situation et le contexte considérés, que les fonctionnaires de l'OMC ont généralement plus de mal à fournir et que l'on ne retrouve pas dans la même mesure dans les cours de Genève, dont les participants peuvent provenir de plusieurs régions.

24. S'ils ont les mêmes objectifs principaux que les cours de Genève, les cours régionaux de politique commerciale doivent en outre:

- accroître les possibilités de formation offertes aux fonctionnaires nationaux, lesquelles jusque-là n'existaient qu'à Genève;
- établir au niveau régional des partenariats institutionnels pour des activités de renforcement des capacités;
- mettre en place au niveau régional avec les milieux universitaires et des spécialistes des arrangements pour la formation conjointe de fonctionnaires; et
- créer des réseaux avec des établissements d'enseignement supérieur.

25. Par définition, les partenariats institutionnels ne peuvent à un moment précis être forgés qu'avec une seule institution de la région, mais les conférenciers proviennent d'établissements d'enseignement supérieur et d'autres sources de toute la région. Des liens s'établissent ainsi ou se trouvent renforcés avec les milieux universitaires dans le cadre d'une approche intégrée visant à un renforcement durable des capacités. Dans ce but, le programme prévoit la tenue à Genève de réunions d'information à l'intention de formateurs partenaires provenant des régions. Cette approche intégrée est décrite en détail plus loin (voir le paragraphe 67 ii)). En outre, les cours régionaux sont adaptés aux spécificités régionales pour ce qui est du nombre de participants des différents pays et de leur fréquence. La sélection des candidats se fait en partie en collaboration avec l'institution partenaire.

26. Le partenariat entre une institution régionale et l'IFCT est censé évoluer dans le temps, le partenaire régional assumant progressivement une part croissante de la responsabilité des cours. L'organisation de ces derniers sera ainsi étroitement liée aux efforts du Secrétariat de l'OMC visant à renforcer ses liens avec les milieux universitaires des pays en développement. Le Secrétariat réduira sa participation et poursuivra le partenariat sur cette base. Son degré de participation devra être

suffisant pour permettre un contrôle de la qualité et pour que les cours puissent continuer à être qualifiés de cours de l'OMC, alors que la plupart des aspects de leur organisation et de leur déroulement seront confiés au partenaire. Le rythme de cette évolution devra être déterminé avec le partenaire sur la base de l'expérience acquise et dans une optique de durabilité des cours. Des progrès mesurables devraient cependant être accomplis à mesure que les cours se dérouleront.

27. Il est envisagé de tenir quatre cours régionaux en 2004:

- pour les Caraïbes (University of the West Indies, Mona Campus, Jamaïque);
- pour les pays africains anglophones (Université de Nairobi);
- pour les pays africains francophones (Université Mohammed V (Souissi), Rabat); et
- pour l'Asie/Pacifique (Université de Hong Kong).

Nous prévoyons d'organiser à partir de 2005 des cours dans des régions qui ne sont pas encore couvertes, par exemple les pays arabes et du Moyen-Orient, l'Amérique latine, l'Europe centrale et orientale, l'Asie centrale et le Caucase.

28. Les coûts afférents à l'organisation des cours régionaux de politique commerciale, y compris le coût des bourses accordées aux participants pour couvrir leurs frais de voyage, de logement et d'assurance, sont imputés sur le Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement.

b) Séminaires régionaux

29. À l'issue des séminaires et ateliers régionaux, les bénéficiaires:

- auront acquis une connaissance pratique et une meilleure compréhension des accords et des questions couvertes par les négociations ainsi que les compétences nécessaires pour résoudre le cas échéant des problèmes spécifiques;
- auront échangé des informations et des données d'expérience; et
- auront placé et analysé les diverses questions dans un contexte régional.

30. Le principal avantage des séminaires et ateliers régionaux d'assistance technique et de formation est qu'ils permettent à l'OMC de toucher une large audience intéressée par les mêmes sujets; ils sont de ce fait avantageux, car il est évident qu'il serait impossible de traiter chacune de ces questions sur une base nationale dans chaque pays. Ils facilitent de ce fait les échanges de renseignements et de données d'expérience, ainsi que la création de réseaux, entre les participants. Cette approche qui convient sans doute pour de nombreux sujets liés à l'OMC peut être moins appropriée dans certains domaines qui requièrent une démarche plus focalisée au niveau national.

31. Ces séminaires seront organisés dans une partie ou dans la totalité des régions et groupes de pays, de la manière la plus pratique et homogène:

1. pays africains anglophones;
2. pays africains francophones;
3. pays arabes et du Moyen-Orient;

4. Asie et Pacifique;
5. Caraïbes;
6. Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase;
7. Amérique latine.

32. Dans certains cas, pour des raisons pragmatiques, des séminaires régionaux ou sous-régionaux supplémentaires qui ne figurent pas dans le Plan pourront être organisés parce que, par exemple, des explications complémentaires pourront être nécessaires sur une question donnée, sans qu'il soit possible de l'anticiper. La durée de ces séminaires pourra varier selon le sujet et sera généralement de deux à cinq jours. En outre, ces séminaires régionaux seront menés, lorsque cela sera approprié et dans la mesure du possible, en partenariat avec d'autres organisations, institutions et organes internationaux avec lesquels l'OMC coopère normalement. De même, pour utiliser au mieux les ressources et éviter les doubles emplois en matière d'activités d'assistance technique et de formation, l'OMC participera, si on le lui demande, aux activités organisées par des institutions partenaires. Celles-ci ne seront pas toujours connues avant l'année considérée et au moment de l'établissement des plans.

33. Les séminaires régionaux portent sur les Accords du Cycle d'Uruguay ainsi que sur d'autres questions liées à l'OMC. Alors que chaque séminaire sera conçu en fonction des spécificités du domaine visé, ces séminaires prendront en compte autant que possible différents niveaux de connaissances et degrés de spécialisation, parfois en les adaptant aux experts et "techniciens", par exemple pour certains ateliers dans le domaine des règles, du règlement des différends, de l'accès aux marchés, des mesures sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce. Le niveau d'expertise requis (audience cible) sera toujours précisé dans la lettre d'invitation; les bénéficiaires ont essentiellement pour responsabilité de s'assurer que leur représentant a le niveau de connaissances et d'expertise voulu pour participer pleinement et de façon constructive à cette activité. De plus, les modalités et la durée relativement courte de la plupart des séminaires régionaux ne justifieraient pas la réalisation d'un processus de sélection. Pour ce qui est de tester les niveaux de connaissance, les séminaires prévoient de plus en plus souvent des exercices d'autoévaluation et/ou des simulations dans le cadre de la formation, ce qui dans une certaine mesure permet aux participants d'"évaluer" si l'information a été complètement intégrée. Il convient également de garder à l'esprit que les séminaires régionaux abandonnent de plus en plus souvent les explications élémentaires pour offrir des niveaux de formation plus avancés.

34. Les séminaires qui seront organisés au niveau régional portent notamment sur les domaines suivants:

- i) agriculture;
- ii) règlement des différends;
- iii) marchés publics et transparence;
- iv) accès aux marchés pour les produits non agricoles;
- v) autres questions liées à l'accès aux marchés:
 - a) évaluation en douane, règles d'origine,
 - b) facilitation des échanges,
- vi) règles (antidumping, subventions et droits compensateurs, sauvegardes, commerce d'État);

- vii) mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS);
- viii) négociations sur les services et AGCS;
- ix) obstacles techniques au commerce (OTC);
- x) textiles et vêtements;
- xi) commerce et politique de la concurrence;
- xii) commerce et développement, y compris: traitement spécial et différencié et petites économies;
- xiii) commerce et environnement;
- xiv) commerce et investissement;
- xv) ADPIC (par exemple indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité, mise en œuvre);
- xvi) accords commerciaux régionaux.

35. Le programme de travail proposé devra peut-être être révisé en ce qui concerne certaines questions, en particulier celles qui se rapportent au Programme de Doha pour le développement, et plus précisément aux questions de Singapour, pour tenir compte de l'action devant être menée au niveau des hauts fonctionnaires au plus tard le 15 décembre 2003, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 4 de la communication ministérielle adoptée le 14 septembre (document WT/MIN(03)/20). L'identification de besoins particuliers en matière d'assistance technique dans le domaine des questions de Singapour dépend également de la poursuite des travaux dans les groupes de travail existants qui traitent de ces questions. Quoi qu'il en soit, la poursuite des activités d'assistance technique dans ces domaines précis sera fonction de l'Accord plus large que devraient conclure les Membres d'ici à la mi-décembre.

36. Quant au lieu où l'on organisera les séminaires régionaux, ils seront fixés comme par le passé par consultation entre le Secrétariat et les Membres, afin d'assurer une répartition géographique raisonnable des activités, compte tenu également de considérations d'ordre pratique (facilités d'accès, salles de conférences, etc.). Seraient parties à ces consultations les coordonnateurs régionaux de l'Institut, la division opérationnelle qui entreprendra cette activité et les pays des régions où cette activité serait entreprise. Le cas échéant, cette activité pourrait être accueillie par une institution partenaire, y compris une banque de développement régionale, un centre de formation ou un secrétariat régional. Dans ce cas, le lieu du séminaire est choisi par l'institution partenaire.

37. Plusieurs autres produits d'assistance technique et de formation dont il est question plus loin dans le Plan seront également prévus au niveau régional. On peut citer les cours de politique commerciale de courte durée, les partenariats pour la formation et le renforcement des capacités, les techniques de négociation commerciale, etc. Au total, une vingtaine de produits distincts sont dispensés au niveau régional, visant tous les domaines et tous les Membres et pays accédants. Si tous les séminaires régionaux prévus sont mis en œuvre, leur nombre total atteindra presque 120. Ces séminaires seront financés sur le Fonds global d'affectation spéciale, d'autres fonds d'affectation spéciale et le budget ordinaire de l'assistance technique.

c) Activités nationales d'assistance technique et de formation

38. Le principal objectif des activités nationales est essentiellement de traiter au niveau des pays de questions spécifiques qui, sur le plan des besoins prioritaires et de la nécessité d'un traitement en profondeur, ne peuvent être couvertes de manière adéquate dans le cadre des séminaires régionaux et cours de politique commerciale. Il s'agit de questions telles que les accessions, l'intégration, l'aide aux pays dans les négociations sur les services (y compris en particulier le processus de demande et d'offre), l'aide aux pays pour la mise en œuvre des prescriptions de notification de la BDI, l'Accord sur les ADPIC, les préparatifs en vue des examens de la politique commerciale, la mise en place de centres de référence. Les séminaires et ateliers techniques nationaux seront complémentaires des cours et séminaires régionaux de politique commerciale. La demande émanant des pays doit donc être essentiellement fonction de ce qui ne peut être couvert de manière adéquate par les autres types de formation et d'assistance y compris les séminaires régionaux, et, de ce fait, ne peut pas toujours être prévue à l'avance.

39. Contrairement à la pratique antérieure, les demandes d'activités nationales peuvent être présentées à tout moment, car il faut de la flexibilité pour mettre en corrélation les ressources disponibles dans les divisions spécialisées de l'OMC et les demandes des pays. Les Membres seront informés par écrit de cette nouvelle approche, et ils recevront essentiellement des explications sur les mesures à prendre pour obtenir des activités nationales d'assistance technique comme examiné dans le présent document. Sur la base de cette nouvelle approche, les demandes peuvent être présentées au Secrétariat, soit directement (par écrit), soit par le truchement des divers organes de l'OMC. De ce fait, les activités nationales ne seront pas spécifiquement énumérées dans le Plan, mais enregistrées dans une base de données et gérées par l'IFCT. Leur exécution par l'OMC dépendra d'un certain nombre de considérations et de critères, notamment les suivants:

- la spécificité de la demande et la priorité ou pertinence de la question pour la formulation de la politique nationale et/ou les négociations commerciales multilatérales;
- la question de savoir si la demande pourrait être ou a été couverte dans un séminaire régional, un cours de formation national antérieur ou un programme conjoint (JITAP, Cadre intégré, etc.);
- la capacité du Secrétariat à entreprendre l'activité; et
- la possibilité de satisfaire la demande par l'intermédiaire d'une institution et/ou d'un donateur partenaires (externalisation).

40. C'est au pays bénéficiaire qui présente la demande qu'il incombe de s'assurer que cette demande correspond à une priorité nationale. Cela est particulièrement important, car les Ministères s'adressent parfois directement au Secrétariat pour demander de l'assistance. En conséquence, il est instamment demandé aux Membres d'adresser au Secrétariat, par les voies officielles établies, leurs demandes d'activités nationales. Il faut par ailleurs maintenir un équilibre sur le plan géographique. Cela implique que le Secrétariat fasse en sorte que les activités nationales soient organisées dans toutes les régions et en proportions égales, en fonction également, bien sûr, de la demande. Compte tenu du fait que les ressources de l'OMC sont limitées, le nombre de demandes émanant de pays bénéficiaires susceptibles d'être satisfaites sera également limité, mais ainsi le Secrétariat sera mieux à même d'adapter l'assistance technique aux demandes des Membres à mesure qu'elles seront identifiées. Cela ne peut qu'aboutir à une assistance mieux orientée et plus pertinente. Le Secrétariat est disposé à engager à peu près le même nombre d'activités nationales que celles qui ont été menées ces dernières années, à savoir 250, et un financement approprié a été prévu à cet effet. Étant donné le nombre de bénéficiaires potentiels, on pourrait s'attendre à ce qu'il y ait en moyenne deux activités nationales par pays. Ce chiffre n'a qu'une valeur indicative et devrait permettre d'éviter que le même

bénéficiaire se voit attribuer un nombre disproportionné de séminaires nationaux. L'approche fondée sur "l'ordre d'arrivée des demandes" ne pourra être appliquée. Les PMA pourraient *a priori* bénéficier de trois activités nationales, sur la base de leurs demandes spécifiques.

41. La répartition de séminaires nationaux est essentiellement fonction de la demande et toutes les demandes seront examinées avec sérieux et sur un pied d'égalité. Les coordonnateurs régionaux de l'IFCT seront actifs, et dans leur dialogue avec le bénéficiaire, les divisions compétentes de l'OMC ainsi que peut-être des donateurs et d'autres organisations examineront la façon de répondre au mieux à la demande. Les Membres sont ainsi encouragés à contacter l'Institut et en particulier les coordonnateurs régionaux qui les orienteront dans la poursuite du processus concernant leurs demandes d'assistance technique. Au cas où il ne serait pas en mesure de mener l'activité en question dans des délais raisonnables, par exemple du fait de la limitation de ses capacités, le Secrétariat envisagerait et suggérerait des alternatives en consultation avec le pays bénéficiaire. La demande pourrait par exemple être redirigée vers l'une des agences/institutions avec lesquelles l'OMC a des accords de coopération. La base de données sur le renforcement des capacités commerciales OCDE/OMC pourra fournir une orientation à cet égard. En tout état de cause, la priorité sera accordée aux demandes les plus urgentes, en particulier celles qui émanent des PMA et des petites économies vulnérables.

42. Les activités nationales en faveur des PMA s'ajouteraient aux activités d'assistance technique et de formation inscrites dans les programmes conjoints, dont le JITAP et le Cadre intégré, dans la mesure où il n'y aurait pas de chevauchements. Par ailleurs, ces activités s'ajouteraient aux services de consultation, qui pourraient être fournis et pour lesquels les conditions et les critères ont été définis séparément (voir le chapitre suivant). Il convient également de noter qu'un nombre relativement important de PMA n'utilisent pas leur droit de demander des séminaires nationaux, ce qui tient à des raisons diverses, par exemple le manque de sensibilisation, le manque de capacité à identifier et hiérarchiser les besoins ou une capacité insuffisante pour accueillir une manifestation nationale. Le Secrétariat examinera les moyens d'associer pleinement tous les PMA à tous les aspects du Plan.

43. Les activités nationales seront imputées sur le budget ordinaire et des fonds d'affectation spéciale.

d) Services de consultation sur les politiques commerciales¹

44. L'objet des services de consultation est d'aider à répondre aux questions de politique commerciale identifiées par les Membres et à poser des diagnostics et formuler des recommandations pratiques sur la façon de les traiter. Les services de consultation permettront d'identifier les lacunes dans l'assistance technique planifiée et de répondre aux types de questions qui ne sont pas couvertes par les activités actuelles de l'OMC. Comme ces services seront fonction de la demande, ils seront conçus pour répondre aux préoccupations spécifiques du Membre requérant. Un service de consultation pourrait déterminer dans quelle mesure le Membre est capable d'identifier ses intérêts commerciaux stratégiques de manière effective compte tenu de sa stratégie globale de développement ou de gérer le processus d'élaboration des politiques sur le plan interne et au niveau international. Il pourrait aussi aider le Membre à procéder à une évaluation préliminaire de ses besoins en matière de coopération technique et de renforcement des capacités. Le cas échéant, les diagnostics et recommandations découlant des services de consultation seront intégrés au processus ordinaire de formation/d'assistance technique de l'OMC. Dans chaque cas, d'autres organisations pertinentes seront associées à ce type de services afin qu'elles les éclairent de leurs compétences.

¹ On trouvera une description plus détaillée de la notion de services de consultation sur les politiques commerciales dans le document WT/COMTD/W/117 du 16 juin 2003, élaboré pour le Comité du commerce et du développement.

45. Les services de consultation sur les politiques commerciales sont un produit nouveau, une forme d'activité nationale, et comme indiqué dans la note du Secrétariat, ils peuvent être utilisés par des pays dans des situations différentes. Ils peuvent par exemple desservir des pays qui sortent de crises ou de conflits et doivent repartir de "zéro" pour reconstruire leur régime commercial. Un premier service de consultation a ainsi été lancé en Sierra Leone en août 2003. Ce service a été assuré par le Secrétariat de l'OMC, y compris diverses divisions (Développement, IFCT, examen des politiques commerciales), et en association avec le CCI, le PNUD, l'ONUDI et le Secrétariat du Commonwealth. D'autres organisations ont été invitées à participer, y compris la CNUCED et la Banque mondiale. La mission a duré trois jours et a débouché sur une première identification des besoins, offrant ainsi une base pour une action de suivi par les organismes compétents. À ce stade on ne peut en prévoir la demande ou le nombre de services qui pourront être fournis dans la pratique. La réponse du Secrétariat à une demande de consultation commerciale dépendra des ressources disponibles. Dans certains cas une approche régionale peut être adoptée si plusieurs Membres de la même région ont des sujets de préoccupation analogues. Budgétairement, ils seront inclus dans les activités nationales.

e) Cours de politique commerciale de courte durée dans le cadre du Programme de Doha pour le développement

46. À titre de suivi de la série de cours de perfectionnement pour hauts fonctionnaires organisés en 2002 et 2003, des cours analogues, mais le plus souvent de plus courte durée (cinq jours), auront lieu dans chaque région. Les cours de perfectionnement pour hauts fonctionnaires portaient sur toutes les questions essentielles du Programme de Doha pour le développement et s'inscrivaient dans le cadre de la préparation de la Conférence de Cancún. Les nouveaux cours constitueront une suite aux cours antérieurs en fonction des résultats de la cinquième Conférence ministérielle de Cancún. Leurs principaux objectifs sont les suivants:

- évaluer l'état d'avancement du Programme de Doha pour le développement à la lumière des résultats de la cinquième Conférence ministérielle tenue à Cancún; et
- faciliter le dialogue entre les hauts fonctionnaires de la région et les autres parties intéressées sur la façon de faire avancer les négociations.

47. Ces cours seront imputés sur des fonds d'affectation spéciale et le budget ordinaire.

f) Cours spécialisés

48. Les cours spécialisés portent sur une question ou un groupe de questions relatives à l'OMC. Ils durent généralement une ou deux semaines et se tiennent au siège. Des exposés sur l'avancement des travaux de l'OMC dans les domaines couverts sont donnés dans le cadre de ces cours. Les méthodes de formation mettent l'accent sur l'apprentissage interactif, les exercices pratiques, les études de cas et les débats. Des exercices de simulation sont souvent organisés pour permettre aux participants d'acquérir de nouvelles compétences.

49. Pour ce qui est des objectifs, à l'issue des cours, les participants doivent avoir:

- acquis une meilleure compréhension des questions spécifiques étudiées; et
- amélioré leurs compétences pratiques en vue de renforcer la participation de leur pays à l'OMC, y compris dans le contexte des négociations en cours.

50. Les cours spécialisés sont organisés par l'IFCT en coopération avec des experts des différentes divisions opérationnelles et parfois avec le soutien de consultants ou professeurs externes. Des conférenciers d'autres organisations actives dans le domaine spécifique concerné peuvent aussi être invités à y participer.

51. Les fonctionnaires des pays en développement et des PMA, des économies en transition et des pays accédants peuvent participer aux cours spécialisés. Des fonctionnaires de pays développés peuvent aussi être invités à certains cours, par exemple sur les règles et procédures de règlement des différends en application de l'article 27:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

52. Les cours spécialisés suivants sont prévus pour l'année prochaine:

- 8^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends (pour fonctionnaires hispanophones);
- 9^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends (pour fonctionnaires anglophones);
- 10^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends (pour fonctionnaires anglophones).
- cours spécialisé (sujet à déterminer) (pour fonctionnaires anglophones); et
- 5^{ème} cours spécialisé sur les négociations commerciales: de la théorie à la pratique (pour fonctionnaires francophones).

53. Les coûts découlant de l'organisation de cours spécialisés à Genève sont imputés de différentes manières en fonction de l'activité concernée. S'agissant des cours (spécialisés) sur le règlement des différends, la participation d'un nombre limité de PMA est imputée sur le Fonds global d'affectation spéciale, les autres participants étant autofinancés. En ce qui concerne les autres cours spécialisés, les coûts sont imputés sur le budget ordinaire.

g) Cours d'introduction

54. Le principal objectif des cours d'introduction est de diffuser des informations générales sur l'OMC, ses règles et disciplines de base et son fonctionnement. Les cours durent généralement trois semaines et se tiennent au siège. Ils comprennent des exposés sur l'ensemble des travaux de l'OMC. Lorsque les participants proviennent tous d'une seule région ou d'un seul groupe de pays, l'accent est mis tout particulièrement sur les problèmes et les défis qui se posent dans cette région. La dimension développement constitue un module important du programme. Les cours d'introduction bénéficient souvent de la participation de représentants du CCI, de la CNUCED, de l'OMPI et de la Banque mondiale.

55. Pour ce qui est des objectifs à atteindre, on compte qu'à la fin de ces cours les participants auront:

- acquis une compréhension générale de l'évolution historique du SCM;
- acquis une connaissance générale des principes de base de l'OMC et de la structure juridique de l'Accord de Marrakech ainsi que de l'évolution plus récente;
- appris à trouver les renseignements et la documentation pertinents sur les questions concernant l'OMC et à utiliser ses textes juridiques et documents connexes;

- acquis les outils analytiques et pratiques nécessaires pour placer une question particulière concernant le commerce dans le contexte approprié de l'OMC; et
- établi et/ou renforcé un réseau de relations utiles avec les participants et experts du Secrétariat de l'OMC.

56. Les cours d'introduction sont organisés par l'IFCT en coopération avec les experts des différentes divisions. Des conférenciers d'autres organisations actives dans le domaine considéré peuvent être invités à participer à cette formation.

57. Normalement, seuls les fonctionnaires appartenant à des PMA peuvent prendre part aux deux cours d'introduction organisés chaque année. Cependant, dans certains cas, des fonctionnaires d'autres pays en développement sont également invités à y participer.

58. Les méthodes de formation employées mettent l'accent sur l'apprentissage interactif, les exercices pratiques et les études de cas. Les exercices servent à faire acquérir des compétences aux participants.

59. Les cours suivants sont prévus pour 2004:

- 5^{ème} cours d'introduction pour fonctionnaires francophones venant de PMA; et
- 6^{ème} cours d'introduction pour fonctionnaires anglophones venant de PMA.

60. Les coûts encourus pour l'organisation de ces cours d'introduction sont imputés sur le budget ordinaire.

h) Journées d'initiation de l'OMC

61. Les Journées d'initiation de l'OMC sont généralement organisées trois à quatre fois par an à Genève à l'intention des délégués nouvellement arrivés, des organisations non gouvernementales, des journalistes, des nouveaux fonctionnaires de l'OMC, des stagiaires travaillant dans le Secrétariat et des fonctionnaires intéressés d'autres organisations internationales. D'autres délégués et fonctionnaires intéressés peuvent également assister aux présentations.

62. Les objectifs visés sont qu'à la fin de chaque journée les participants doivent avoir:

- acquis une compréhension générale de l'OMC, de son fonctionnement et de ses principes fondamentaux;
- appris à accéder par l'informatique aux ressources pertinentes de l'OMC; et
- été informés de l'état des négociations de l'OMC.

Ces journées sont organisées par l'IFCT en coopération avec les experts des autres divisions et consistent essentiellement en une présentation sur l'OMC, l'historique du SCM, les principes de base de l'OMC, son fonctionnement ainsi que les différentes manières d'accéder aux informations la concernant. Ces journées se tiennent au siège. Elles n'impliquent aucun coût direct.

i) Soutien fourni à Genève

63. Divers produits sont fournis directement à Genève; ils comprennent:

- la "Semaine de Genève" à l'intention des délégations qui n'y ont pas de représentation, financée sur le budget ordinaire de l'OMC. Afin de répondre aux problèmes particuliers rencontrés par les Membres et observateurs qui n'ont pas de représentation à Genève et de renforcer leur participation dans le SCM, l'OMC organise la "Semaine de Genève", au cours de laquelle des représentants de ces pays en poste dans leur capitale ou dans des pays européens sont invités à Genève. Deux de ces semaines sont prévues en 2004. Leurs coûts sont imputés sur des fonds d'affectation spéciale. À la fin de la semaine, les participants ont:
 - o acquis une bonne connaissance de l'état des travaux et des méthodes de travail de l'OMC ainsi que diverses activités d'assistance technique proposées; et
 - o eu la possibilité, pendant leur séjour, de prendre part aux travaux des organes de l'OMC et d'avoir des contacts avec d'autres organisations et d'autres délégations établies à Genève.
- des ateliers isolés sur des sujets spécifiques (accessions, concurrence, OTC) ou coïncidant avec des réunions de comités opérant à Genève, qui font ensuite partie des activités des participants. Comme en 2002 et en 2003, un seul atelier de ce type sera organisé sur un sujet lié aux services. Les coûts de ces ateliers sont imputés sur des fonds d'affectation spéciale;
- une assistance *ad hoc*: une telle assistance est fournie aux délégations en visite à Genève, sous la forme de programmes spéciaux, de conférences, d'exposés et de réunions; de même, les délégations demandent fréquemment directement aux divisions de l'OMC un soutien sur des accords spécifiques (aucun coût direct);
- des séances d'information sous forme de vidéoconférences: régulièrement, le Secrétariat organise avec des pays bénéficiaires des vidéoconférences pour leur fournir des renseignements sur des questions spécifiques. De nombreux pays peuvent être reliés simultanément au siège par ce moyen pour établir un dialogue interactif. De telles conférences sont très économiques (les coûts portant généralement sur les liaisons vidéo et téléphoniques);
- des services de secrétariat pour les groupes régionaux: de plus en plus, le Secrétariat apporte un soutien aux réunions des groupements régionaux et organise à leur intention des exposés sur des sujets spécifiques concernant l'OMC en fonction des négociations;
- un rôle consultatif sur les questions juridiques: depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, conformément aux prescriptions de l'article 27:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le Secrétariat fournit des services juridiques à tout pays en développement qui en fait la demande au cas où il est impliqué dans le règlement d'un différend (coûts imputés sur le budget ordinaire).

j) Partenariats pour la formation et le renforcement des capacités: une approche intégrée

64. L'IFCT a entrepris d'établir des partenariats entre le Secrétariat de l'OMC et les milieux universitaires s'occupant de politique commerciale dans les pays Membres. Ces partenariats visent à promouvoir des activités conjointes de renforcement des capacités tout en améliorant la capacité de

l'OMC à former des fonctionnaires nationaux, renforcer les capacités institutionnelles et humaines nécessaires pour une telle formation dans les pays en développement, contribuer à l'élaboration de programmes d'études concernant l'OMC dans les établissements d'enseignement supérieur et promouvoir la recherche sur les questions liées à l'OMC en vue de renforcer les capacités de négociation nationales et régionales. Ces partenariats s'appuient sur diverses activités déjà entreprises par le Secrétariat de l'OMC. Elles évolueront au fil du temps, certaines passant progressivement sous la responsabilité des partenaires.

65. Cette approche intégrée comporte quatre éléments interconnectés. Chacun peut en principe se suffire à lui-même, mais les synergies naturelles favorisent leur intégration et accroissent les perspectives de durabilité. Les quatre éléments de cette approche intégrée pour l'établissement de partenariats en matière de renforcement des capacités sont les suivants:

- i) formation de fonctionnaires nationaux;
- ii) établissement de partenariats institutionnels au niveau régional pour des activités de renforcement des capacités;
- iii) élaboration au niveau régional avec les milieux universitaires et des spécialistes d'arrangements pour l'organisation de cours conjoints pour la formation des fonctionnaires;
- iv) création avec des établissements d'enseignement supérieur de réseaux universitaires comportant plusieurs éléments qui peuvent être développés:
 - élaboration de programmes d'études;
 - développement des connaissances par la formation;
 - mise au point de moyens pédagogiques;
 - échange de renseignements;
 - encouragement de recherches conjointes entre universitaires de pays en développement et l'OMC;
 - élaboration d'un programme de soutien aux études de doctorat;
 - formulation d'arrangements pour permettre à des universitaires d'effectuer de courtes visites d'étude à l'OMC;
 - élargissement de l'accès du public aux renseignements concernant l'OMC dans les universités.

66. Les coûts de ces activités seront, sauf indication contraire, imputés essentiellement sur le Fonds global d'affectation spéciale.

67. Les activités visant à établir des partenariats pour la formation et le renforcement des capacités incluent les éléments suivants:

i) *Cours régionaux de politique commerciale*

Comme il est indiqué dans la section a) ii), les cours régionaux de politique commerciale sont un élément clé de la constitution de tels partenariats, l'objectif principal étant de transférer et de renforcer la maîtrise locale et les capacités au niveau régional.

ii) *Ateliers pour professeurs d'université sur les questions concernant l'OMC*

Des ateliers sont organisés périodiquement pour consolider et faire progresser les partenariats de l'OMC avec les milieux universitaires. Ils sont essentiels pour une coordination adéquate et la constitution de réseaux. Ils portent sur différents aspects des activités conjointes, dont l'enseignement et la recherche, l'objectif global étant d'accroître la capacité des Membres à participer effectivement à l'OMC. Parmi les sujets de discussion possibles figurent l'élaboration de programmes d'enseignement, les moyens et documents pédagogiques, l'échange de renseignements, l'évaluation des activités conjointes d'enseignement à l'intention des fonctionnaires nationaux et la recherche conjointe. En outre, ces réunions servent à tenir les partenaires universitaires au courant des progrès réalisés dans les négociations et l'exécution du programme de travail de l'OMC et aussi à préparer les cours régionaux de politique commerciale organisés par le Secrétariat dans les régions.

Ces ateliers durent trois jours, chacun pouvant compter une trentaine d'universitaires de chaque région. Le Secrétariat prévoit d'organiser cinq ateliers de ce type en 2004.

iii) *Programme de soutien d'études de doctorat*

Le principal objectif d'un tel programme de soutien serait de contribuer au renouvellement et à l'élargissement continus des compétences universitaires concernant l'OMC dans les pays en développement.

Le Secrétariat fournirait un financement et une aide à des étudiants en doctorat de pays en développement pour la conduite de recherches d'une durée de trois à six mois à l'OMC et les orienterait et conseillerait en collaboration étroite avec ceux qui supervisent leurs études universitaires. Comme il est probable que ce soit là un moyen très efficace d'amener de jeunes universitaires à entreprendre des recherches sur des sujets concernant l'OMC et présentant un intérêt direct pour les gouvernements, l'intention est de recevoir jusqu'à 12 étudiants à la fois. En 2004, cependant, le programme pilote ne portera au maximum que sur six étudiants faisant leur doctorat.

iv) *Programme à l'intention d'universitaires invités*

Le Secrétariat facilitera des visites d'universitaires en exercice travaillant sur des questions concernant l'OMC pour une durée maximale de six mois. Ils pourront ainsi dialoguer avec le Secrétariat et plus généralement les milieux s'occupant de politique commerciale et augmenter la pertinence de leurs travaux pour l'OMC. Ces universitaires financeraient eux-mêmes leur visite.

v) *Collaboration dans le domaine de la recherche*

Le principal objectif de la collaboration dans le domaine de la recherche est d'élaborer avec des universitaires de pays en développement des initiatives conjointes de recherche sur les questions concernant l'OMC. Une telle collaboration augmentera l'intérêt des milieux universitaires pour les recherches intéressant l'OMC et augmentera le nombre d'analyses régionales et nationales portant sur des questions de politique liées à l'OMC. Le coût des programmes de recherche conjoints prévus en 2004 sera imputé sur le budget ordinaire.

vi) Programme de diffusion de documents pour les universités

Le principal objectif du programme de diffusion de documents pour les universités est de contribuer à la création et/ou au renforcement de "bibliothèques" consacrées à l'OMC dans les universités des pays en développement, l'objectif étant de faciliter l'accès des étudiants à cette source de renseignements.

Chaque année, l'OMC diffuse une série de publications de l'OMC, sous forme imprimée ou en format électronique, à des groupes d'universités de pays en développement. Une collaboration en vue d'un projet éventuel à l'échelle mondiale a été discutée avec l'Université des Nations Unies. Le coût en sera imputé sur le budget ordinaire.

k) Téléenseignement et technologies de l'information

68. Les principaux objectifs du programme concernant le téléenseignement et les technologies de l'information sont les suivants:

- utiliser à plein l'informatique et Internet comme alternative et complément au programme de formation traditionnel;
- améliorer l'audience de l'OMC auprès des établissements universitaires et des étudiants. La distance ne devrait plus constituer un obstacle à l'étude des principes fondamentaux du système commercial multilatéral; et
- élaborer des moyens pédagogiques pour la formation relative à l'OMC qui ne nécessitent pas la présence simultanée des stagiaires et des formateurs à Genève ou dans les régions.

69. À cet effet, le Secrétariat continuera à élaborer des modules de formation informatisés portant sur les Accords/questions de l'OMC, destinés à être utilisés essentiellement pour l'autoformation. Des modules sur l'utilisation des ressources en ligne de l'OMC, l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et l'Accord général sur le commerce des services existent déjà, tandis que des modules sur l'évaluation en douane, les aspects liés au commerce des droits de propriété intellectuelle, les notifications de l'OMC et l'accès aux marchés seront élaborés en 2004.

70. Par ailleurs, le recours au téléenseignement sur Internet sera intensifié. Le module sur les principes fondamentaux de l'OMC sera disponible sur la plate-forme qui existe déjà. Des contacts ont été établis avec l'Institut d'études avancées de l'Université des Nations Unies pour une future coopération en matière de téléenseignement grâce au réseau universitaire virtuel de l'UNU. En outre, une nouvelle méthode de téléenseignement consistant à recourir à la fois à des CD-ROM et des vidéoconférences pour la fourniture d'une assistance technique liée au commerce sera mise à l'essai en 2004.

71. Le coût du programme de téléenseignement de 2004 sera imputé sur le budget ordinaire.

l) Centres de référence

72. Le principal objectif du programme de Centres de référence de l'OMC est de permettre aux fonctionnaires nationaux ainsi qu'aux milieux commerciaux et universitaires d'avoir accès directement aux renseignements pertinents liés au commerce, concernant en particulier l'OMC.

73. L'établissement d'un Centre de référence de l'OMC implique trois éléments: i) la création d'une "bibliothèque" locale contenant des documents et des publications sur l'OMC, y compris des

CD-ROM et d'autres documents exploitables sur machine; ii) l'accès à Internet, en particulier au site Web de l'OMC; iii) une formation pratique à l'utilisation des logiciels pertinents, de l'explorateur Web, des hyperliens et du courrier électronique pour communiquer avec l'OMC. Des versions électroniques du site Web sont également fournies sur CD-ROM. Par ailleurs, des DVD sont en cours d'élaboration. En outre, dans le cas des PMA, l'OMC fournit un ordinateur et les autres équipements nécessaires pour faire fonctionner le Centre de référence et, lorsque cela est techniquement faisable, l'accès au site Web de l'OMC² par Internet sans que les PMA n'aient à supporter de coûts.

74. Il est envisagé d'effectuer quelque 25 missions pour établir 15 Centres de référence et en améliorer dix, le coût en étant imputé sur le Fonds global d'affectation spéciale.

m) Techniques de négociations commerciales

75. Les objectifs des séminaires, ateliers et outils relatifs aux techniques de négociations commerciales sont d'améliorer la capacité analytique des négociateurs commerciaux pour leur permettre de participer effectivement aux négociations commerciales. Ces activités suivront des approches différentes, allant de la compréhension théorique des négociations antérieures et présentes au renforcement des compétences et des techniques, en passant par des simulations, des études de cas et l'utilisation de données tirées des bases de données existantes.

76. Certains des produits proposés ont été élaborés par l'OMC et d'autres en collaboration avec des milieux universitaires et des institutions régionales ou internationales:

- a) négociation d'accords commerciaux: stratégies, tactiques et simulations. Les simulations portent essentiellement sur les droits de douane et les services;
- b) base de données intégrée (BDI) et base de données sur les listes tarifaires codifiées avec leurs applications logicielles pour permettre l'extraction, l'analyse et l'utilisation des données: dispositif d'analyse sur le site Internet de la BDI, CD-ROM sur la BDI et outils de la BDI pour la présentation de rapports;
- c) "Boîte à outils pour les négociateurs et la formation": préparation et analyse de listes d'offres et de demandes et comparaison, analyse et élaboration de propositions sur les disciplines de l'OMC; et
- d) dispositifs pour l'élaboration ou l'amélioration des produits existants:
 - amélioration des outils logiciels de la BDI et des listes tarifaires codifiées; et
 - amélioration de la boîte à outils pour les négociateurs commerciaux et élaboration d'un module sur les services.

77. Les personnes auxquelles sont destinés les produits visés à l'alinéa a) sont des fonctionnaires ayant une bonne connaissance des Accords de l'OMC qui représenteront leur gouvernement dans des négociations commerciales régionales ou internationales. Les personnes auxquelles sont destinés les produits visés aux alinéas b) et c) sont les négociateurs ayant des compétences informatiques. Les participants seront formés à l'utilisation de ces outils et feront des exercices pratiques leur permettant d'utiliser les données de la BDI ou des Listes ou bien leurs propres données. Les coûts seront imputés sur des fonds d'affectation spéciale et sur le budget ordinaire.

² Pour améliorer la vitesse et la fiabilité, on est en train de relier les Centres de référence à l'OMC par le réseau de la Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA). Actuellement, 27 pays sont déjà reliés au réseau de la SITA.

n) Programmes de stages

78. Dans le cadre des efforts visant à développer les capacités humaines d'une manière entièrement concrète et pratique, le programme de stages a été élargi. Outre les stages ordinaires de l'OMC réservés à de jeunes diplômés, très souvent originaires de pays en développement, qui travaillent pendant trois mois au maximum dans une division, le programme inclut:

- le système néerlandais de stages prévoyant des affectations d'une durée maximale de deux ans au sein du Secrétariat;
- des stages dans les missions des coordonnateurs de groupes régionaux; et
- des stages dans certaines missions de pays en développement.

79. L'intérêt de tous ces programmes de stages réside dans le fait que les bénéficiaires se trouvent placés au cœur même des activités de l'OMC et ont l'occasion de travailler, pour ainsi dire, en "temps réel" sur les questions d'actualité. Les coûts seront imputés sur des fonds d'affectation spéciale et le budget ordinaire.

o) Assistance technique dans le cadre du MEPC

80. Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC) est un dispositif utile pour comprendre les politiques et pratiques commerciales des Membres et en garantir la transparence. Les examens des politiques commerciales des pays en développement et des PMA Membres remplissent de plus en plus une fonction d'assistance technique et ont permis de mieux comprendre la structure en place en matière de politique commerciale et ses rapports avec les Accords de l'OMC; ils jouent de ce fait un rôle important dans le renforcement des capacités et l'intégration. Les principaux objectifs de ces examens sont:

- une meilleure compréhension par les pays des Accords de l'OMC, afin de leur permettre de mieux s'y conformer et de mieux s'intégrer dans le système commercial multilatéral; et
- une collaboration plus poussée entre les différents services gouvernementaux.

81. Dans la mesure où ils couvrent en détail les politiques des Membres, les rapports du Secrétariat permettent d'identifier les faiblesses éventuelles des politiques suivies et les domaines spécifiques dans lesquels une assistance technique supplémentaire peut être nécessaire.

82. Depuis 2000, est organisé dans le cadre de ce processus à l'intention de fonctionnaires des PMA et d'un certain nombre d'autres pays en développement un séminaire de deux à quatre jours sur l'OMC et notamment sur la procédure d'examen des politiques commerciales et le rôle du commerce dans la politique économique, qui comporte la présentation par les participants du pays examiné d'un exposé sur l'expérience acquise dans les efforts de libéralisation du commerce et des tables rondes.³ Le rapport du Secrétariat sur l'examen des politiques commerciales des PMA et d'autres pays peu avancés comprend un chapitre sur les besoins et priorités en matière d'assistance technique identifiés avec le Membre concerné, l'intention étant d'utiliser ces informations dans le processus du Cadre intégré (CI). Dans le cas des PMA, le Secrétariat travaille également en étroite collaboration avec la

³ De tels séminaires ont été organisés pour l'OECD, l'Ouganda (2001); le Burundi, Haïti, le Honduras, le Lesotho, le Malawi, les Maldives, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et la Zambie (2002); la Gambie, le Guyana, le Rwanda et l'Union douanière d'Afrique australe (2003). Il est envisagé d'en tenir en 2004 au Belize, au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Suriname.

Banque mondiale sur l'aspect commerce des études diagnostiques de l'intégration du commerce effectuées par cette dernière, les examens s'inscrivant dans le cadre de ces études diagnostiques. En outre, le MEPC joue un rôle important dans les nouveaux services de consultation sur la politique commerciale (paragraphe 5 et 6 du document WT/COMTD/W/117 du 16 juin 2003). Ces activités sont assimilées à des activités nationales et les coûts en sont imputés sur le budget ordinaire et des fonds d'affectation spéciale.

p) Participation à des réunions, conférences, ateliers, séminaires et colloques internationaux

83. On demande de plus en plus souvent à l'OMC de prendre part à des réunions, conférences, séminaires et colloques internationaux organisés au niveau technique ou au niveau politique (ministériel) et d'y être représentée. Dans la plupart des cas, ces réunions ne peuvent être prévues à l'avance et il ressort de l'expérience passée que l'OMC participe chaque année à 80 ou 100 événements de ce genre. La participation de l'OMC à ces réunions est considérée comme indispensable pour diverses raisons: elle peut être essentielle pour coordonner et définir des politiques efficaces avec d'autres institutions, ainsi que pour assurer la cohérence des politiques suivies; elle fournit l'occasion d'informer les parties prenantes de l'état des négociations ou de traiter et clarifier certaines questions concernant l'OMC; elle peut être critique pour nouer un dialogue politique avec certains milieux, y compris le secteur privé, les parlementaires et les ONG. En outre, il est important pour l'OMC d'être représentée en particulier aux réunions tenues conjointement avec d'autres organisations internationales et de contribuer aux débats qui portent la marque de l'OMC.

84. Les coûts de ces activités seront imputés sur le budget ordinaire.

IV. PARTENARIATS ET EXTERNALISATION

85. Pour développer et renforcer les capacités locales des pays bénéficiaires et accroître leur maîtrise des diverses activités, l'accent sera mis de plus en plus sur les partenariats. Ces partenariats peuvent porter sur la conception et l'exécution de programmes spécifiques, y compris le CI et le JITAP, ainsi que sur la coopération avec d'autres organismes et organisations. Dans chaque région géographique, des partenariats sont établis et utilisés essentiellement à des fins de formation et d'exécution d'activités conjointes. Leur nature varie beaucoup d'une institution partenaire à l'autre, en fonction de l'institution elle-même, de la teneur du Mémoire d'accord qui peut avoir été conclu et des objectifs convenus dans les arrangements de partenariat.

86. Les principaux objectifs de ce type de rapports sont les suivants:

- améliorer la qualité des activités de formation et de coopération technique en utilisant les capacités, les compétences et les installations existantes, au niveau régional et/ou à Genève. En outre, cette coopération facilite la fourniture de l'assistance technique et la diffusion des programmes de formation de l'OMC;
- assurer une plus grande cohérence entre les fournisseurs d'activités de formation et d'assistance technique liées à l'OMC;
- transférer graduellement la maîtrise des activités et constituer des partenariats pour l'assistance technique; et
- utiliser au mieux les ressources disponibles.

87. Deux mécanismes/programmes particuliers ont été conçus sur la base d'une collaboration entre des institutions, des donateurs et des bénéficiaires, dans le but d'aider les pays bénéficiaires à participer plus pleinement au système commercial multilatéral: le CI et le Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP) présentés ci-après.

a) Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP)

88. Le JITAP est un programme d'assistance technique interorganisations visant plusieurs pays, mis en œuvre par l'OMC, la CNUCED et le CCI en tant que partie intégrante du Plan. La deuxième phase du JITAP, qui a débuté en février 2003, concerne 16 pays africains⁴ choisis selon des critères déterminés conjointement par les institutions et les donateurs participant au programme.

89. Le JITAP vise à renforcer les capacités et à élargir la base de connaissance nationale des pays bénéficiaires pour tout ce qui concerne le SCM, en vue de les aider:

- i) à participer de manière plus effective aux négociations commerciales, à mettre en œuvre les Accords de l'OMC et à élaborer des politiques commerciales connexes;
- ii) à améliorer la capacité d'offre et la connaissance des marchés des entreprises exportatrices et prêtes à exporter pour qu'elles tirent avantage des possibilités commerciales découlant d'un meilleur accès aux marchés dans le cadre du SCM.

90. Les principales caractéristiques et la stratégie du JITAP II peuvent être résumées comme suit:

- partenariat entre les organisations d'exécution, les pays participants et les donateurs complété par la participation d'autres fournisseurs d'assistance technique liée au commerce (ATLC);
- création de réseaux et de synergies entre les pays participants et large utilisation des capacités nationales existantes;
- mise en place des modules du programme par le pays à l'aide des ensembles d'outils génériques fournis par les organisations participantes;
- mise en commun des ressources dans un Fonds commun d'affectation spéciale et coordination avec d'autres programmes d'ATLC;
- détermination des pays partenaires et de leur participation en fonction de plusieurs critères, notamment i) affectation de ressources de contrepartie aux activités menées dans le cadre du programme; ii) établissement d'un Comité directeur national et création/institutionnalisation d'un Comité interinstitutionnel sur le SCM; iii) intégration du commerce en tant qu'élément moteur de la lutte contre la pauvreté; et
- gestion axée sur les résultats, une attention particulière devant être accordée aux questions liées à la parité entre les sexes et à la lutte contre la pauvreté.

91. Dans le cadre des activités élargies du JITAP prévues pour 2004, un exercice de programmation a été lancé au début de la nouvelle phase du programme. Celui-ci consiste dans l'élaboration de documents de projet spécifiques à chaque pays bénéficiaire et l'organisation d'ateliers

⁴ Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Tunisie et Zambie.

de lancement dans les huit nouveaux pays couverts par le JITAP.⁵ Les documents de projet de chaque pays comprendront notamment un plan de mise en œuvre énonçant en détail les activités devant être entreprises.

92. Les coûts de mise en œuvre du JITAP II seront couverts en totalité par le Fonds d'affectation spéciale du JITAP.

b) Le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA (CI)

93. Les objectifs principaux du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA sont les suivants:

- renforcer la croissance économique et les capacités de développement des PMA grâce aux efforts combinés de six organisations internationales, le FMI, le CCI, la CNUCED, le PNUD, la Banque mondiale et l'OMC, avec la pleine participation des partenaires de développement et de la communauté des donateurs;
- assurer l'intégration des politiques commerciales nationales dans les stratégies globales de développement et de lutte contre la pauvreté de chaque pays; et
- coordonner l'assistance technique liée au commerce fournie par les diverses institutions et autres partenaires de développement (aux niveaux bilatéral et multilatéral), chacun opérant dans son propre domaine de compétence et avec ses propres ressources.

94. Alors qu'il concernait au départ trois pays à titre de projet pilote, le Cadre intégré a été élargi en 2003 à 14 PMA se trouvant à des stades de développement divers.⁶ En outre, cinq pays bénéficient d'activités de suivi résultant de tables rondes liées au commerce, qui ont été organisées dans le cadre d'une phase antérieure du Cadre intégré.⁷

95. En 2004, la conception, la gestion et la mise en œuvre d'activités existantes et nouvelles seront entreprises. Celles-ci comprendront:

- la participation à des réunions de la structure de gestion du Cadre intégré, comme le Groupe de travail du Cadre intégré et le Comité directeur du Cadre intégré. Bien qu'il se réunisse normalement au siège de l'une des six organisations participantes, il est probable qu'en 2004 le Groupe de travail tiendra quelques réunions dans les pays bénéficiaires pour rapprocher le Cadre intégré des réalités "du terrain"; et
- la participation à des séminaires et conférences liés au Cadre intégré, ainsi qu'à des ateliers pour sa mise en œuvre, tels que les ateliers de validation et les ateliers de mise en œuvre organisés avec la communauté des donateurs de chaque pays. Le Secrétariat participera également à l'exécution de projets d'assistance technique. En outre, il étudie actuellement la possibilité d'élargir le Cadre intégré à d'autres PMA, sous réserve des résultats de la deuxième évaluation du Cadre intégré, actuellement

⁵ Botswana, Cameroun, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Sénégal et Zambie.

⁶ Burundi, Cambodge, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Lesotho, Malawi, Mali, Madagascar, Mauritanie, Népal, Sénégal, Yémen.

⁷ Bangladesh, Gambie, Haïti, Ouganda, Tanzanie.

en cours. Le Secrétariat participera aux activités d'assistance technique résultant d'un tel élargissement.

96. Comme la plupart des activités prévues auront trait à la participation de l'OMC à des ateliers et séminaires nationaux dans les pays bénéficiaires ainsi qu'à des réunions de la structure de gestion, il en sera rendu compte à des fins budgétaires au titre des activités nationales (voir la section III c)).

c) Partenariats régionaux

97. Des arrangements de partenariat ont été établis au niveau régional, qui se présentent notamment sous la forme des activités suivantes:

- La coopération institutionnelle en matière de formation dans les pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale a lieu essentiellement dans le cadre de l'Institut multilatéral de Vienne (IMV). L'OMC disposera de six créneaux représentant au total sept semaines pour l'organisation de séminaires et de cours de formation; en outre, le Secrétariat dispense une formation à l'Institut sous la forme de deux cours annuels de politique économique appliquée.
- En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'essentiel des activités régionales est mené en partenariat étroit avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et en particulier son Institut pour l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes (INTAL). Chaque année, un programme conjoint est défini et cofinancé par les deux institutions. Dans le cadre de la coopération avec la BID/INTAL, des partenariats ont été établis avec les secrétariats d'organisations régionales d'intégration comme l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), la Communauté andine, le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) et le MERCOSUR, ainsi qu'avec l'Organisation des États américains. Dans les Caraïbes, il existe une coopération avec le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Mécanisme régional de négociation des Caraïbes, ainsi qu'avec l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) et l'Association des États des Caraïbes (AEC).
- En Afrique, beaucoup d'activités de formation et de coopération technique sont entreprises en partenariat avec la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, la Banque africaine de développement (BAD), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Secrétariat du NEPAD, le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), etc. L'Agence internationale de la francophonie sera aussi un des partenaires dans cette région.
- En Asie et dans le Pacifique, il existe une coopération avec la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Secrétariat du Forum (FORSEC) et la Banque asiatique de développement.
- Au Moyen-Orient, après la signature de mémorandums d'accord, une coopération étroite s'installe avec le Fonds monétaire arabe, la Banque islamique de développement (BIsD) et la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie occidentale (CESAO).

d) Autres partenariats

98. Le Secrétariat s'efforce constamment de renforcer et d'élargir la coopération avec d'autres organisations internationales, organismes et institutions régionaux. Au printemps de cette année, un mémorandum d'accord a été signé avec le Secrétariat de la CNUCED. Par ailleurs, un mémorandum d'accord a été conclu avec l'ONUDI et signé à Cancún.

99. Il est proposé de conclure un accord de partenariat pour l'exécution d'un projet en coopération avec l'Université d'Adélaïde, ce qui nécessiterait une contribution financière de l'OMC de 250 000 francs suisses. Ce projet de recherche comprendrait diverses études de cas qui pourraient être utilisées dans des projets de renforcement des capacités. Il permettrait de rassembler des informations sur certains aspects de la gestion par les Membres de l'OMC de leur participation au SCM, données qui refléteraient le point de vue des pouvoirs publics, des entreprises et de groupes de la société civile. Le compte rendu de projet servirait d'introduction aux études de cas et dégagerait des observations générales à partir des données recueillies.

100. Le Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce est un autre exemple d'accord de partenariat. L'objectif général de ce mécanisme est de renforcer les capacités des pays en développement pour leur permettre de se conformer aux normes SPS régissant l'accès aux marchés pour les produits alimentaires et autres produits agricoles. Cet objectif sera atteint grâce à une collaboration accrue entre cinq organisations pertinentes dans des domaines d'activité pertinents (Banque mondiale, FAO, OIE, OMC et OMS), y compris par l'élaboration de projets institutionnels communs et l'allocation de financements au titre du Mécanisme aux pays en développement. Le Mécanisme a été établi grâce à un don de la Banque mondiale et à une contribution de l'OMC prélevée sur le Fonds global d'affectation spéciale (FGAS). L'OMC qui est l'organisation d'exécution chargée d'administrer le Mécanisme devrait, en 2003, faire une contribution de 100 000 francs suisses imputée sur le FGAS pour compléter la contribution sous forme de don allouée par la Banque mondiale.

101. Ces partenariats entraînent parfois des coûts, mais dans la plupart des cas ce sont les partenaires qui font une contribution, soit en espèces soit en nature, pour mener à bien ces activités.

e) Externalisation

102. Pour ce qui est de l'externalisation, le Secrétariat a rédigé et distribué aux Membres une note (document WT/COMTD/W/116 du 16 juin 2003) qui indique les fondements de la politique de l'OMC en la matière. Cette note institutionnalise une pratique appliquée à vrai dire depuis longtemps.

103. Le Secrétariat a récemment adressé aux Membres une lettre sur cette question, portant plus particulièrement sur l'établissement d'une liste de consultants extérieurs. Il est rappelé que les experts dont les noms pourraient figurer sur la liste seront d'anciens fonctionnaires chargés des questions commerciales, d'anciens délégués, d'anciens membres du personnel du GATT/de l'OMC, des universitaires, des experts reconnus dans un domaine particulier, des formateurs et des fonctionnaires d'autres organisations internationales. Ils seront originaires de toutes les régions. En raison du manque de ressources et en espérant que le nombre d'experts proposés restera gérable, ce projet est organisé pour l'instant par les membres; cela peut être modifié au vue de l'expérience. Il pourra être fait appel à ces experts pour l'instruction de base sur l'architecture de l'OMC, ses règles et fondements théoriques. Le recours à ce type d'experts devrait soulager le Secrétariat. Des compétences spécialisées pourront aussi être utiles pour réfléchir à l'opportunité de l'externalisation de telle ou telle activité. Pour le déroulement des opérations, un Comité de supervision sera créé. Présidé par le Directeur général adjoint chargé de la formation et de la coopération technique, il comprendra des représentants de l'IFCT et de la Section des ressources humaines. La liste sera gérée par la Section des ressources humaines de la Division de l'administration et des services généraux, en collaboration avec l'IFCT. Une nouvelle base de données sera créée dans laquelle seront inclus des consultants

sélectionnés et qui permettra de faire rapport sur le fonctionnement de la liste. Enfin, des procédures administratives ont été élaborées pour guider le processus de dépôt de candidatures, de sélection et de mise en œuvre de l'externalisation des activités par les divisions, ainsi que le processus d'évaluation du comportement professionnel des personnes ressources et d'établissement de rapport. Le recours à des experts devrait constituer un atout puisqu'il s'agit de tirer parti de compétences extérieures reconnues pour compléter et améliorer le travail du Secrétariat. Il convient néanmoins de rappeler que c'est au Secrétariat qu'incombe la responsabilité première en matière de fourniture d'activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. La liste devrait être pleinement opérationnelle en 2004. Les coûts seront imputés au Fonds global d'affectation spéciale et au budget ordinaire.

V. SUIVI ET ÉVALUATION

104. Le Plan a été conçu de façon à faciliter le suivi et l'évaluation systématique. Les différentes activités d'assistance technique seront conçues en fonction des objectifs définis dans le Plan pour les différents produits. Les objectifs des produits sont de nature générique et devraient être perçus comme des objectifs de programme de haut niveau auxquels chaque activité devrait apporter une contribution. On s'efforcera, à l'appui des objectifs concernant les produits, de mettre en évidence des indicateurs et des objectifs chiffrés.

105. Les responsables d'activités définiront leurs propres objectifs spécifiques, réalistes et réalisables, mais formuleront également des indicateurs pour mesurer les résultats obtenus. Les objectifs spécifiques comme les indicateurs seront formulés avant la fourniture de l'assistance technique.

106. Le système et les procédures actuels de suivi et d'évaluation, y compris les rapports trimestriels, se sont avérés utiles et, par le biais de l'autoévaluation systématique des activités d'assistance technique par leurs fournisseurs et des évaluations internes réalisées par l'Audit de la coopération technique, ont fourni de précieux renseignements sur les effets et l'incidence. Le système a ainsi contribué à l'amélioration de la qualité et de l'organisation des activités. Durant la période de planification, les activités ordinaires de suivi et d'évaluation auront toujours pour objet d'assurer que les activités prévues dans le Plan soient mises en œuvre de manière efficace et que les produits offerts donnent les résultats escomptés. Au cours de ce processus, l'Audit de la coopération technique fournira régulièrement des services aux fournisseurs d'assistance technique en vue de les aider à fixer des objectifs réalistes, mesurables et délimités dans le temps ainsi que des indicateurs qui mesurent leurs performances.

107. Les recommandations et les leçons issues de ces évaluations feront l'objet d'un suivi systématique et seront diffusées comme il convient. En attendant la mise à disposition de ressources, de nouvelles évaluations internes sont prévues ainsi que d'autres formes d'évaluation, par exemple des évaluations *a posteriori* et des évaluations thématiques par produit seront également testées. On s'efforcera en outre de rendre compte dans le rapport annuel de l'Audit de la coopération technique pour 2004 des effets et de l'impact des activités de coopération technique au niveau des produits.

108. On s'attend à ce que les résultats du suivi et de l'évaluation restent une source importante de connaissance et contribuent à l'amélioration et à la mise à jour des produits et des outils de formation et d'assistance technique. En outre, ils devraient fournir des informations en retour concernant l'utilité de la nouvelle approche adoptée vis-à-vis de la planification de l'assistance technique. La régularité des évaluations et la qualité des informations en retour aideront les fournisseurs et les gestionnaires de l'assistance technique à percevoir l'évaluation comme une fonction de gestion intégrée et à se procurer et à utiliser des éléments d'évaluation dans leurs décisions opérationnelles et d'élaboration de programmes et de politiques.

109. Conformément aux procédures établies, les Membres continueront à être informés, par des rapports trimestriels et par le rapport annuel de l'Audit de la coopération technique, des principales constatations, conclusions, recommandations et leçons tirées des évaluations menées durant la période de planification.

VI. FINANCEMENT

110. En vertu de l'engagement énoncé au paragraphe 40 de la Déclaration de Doha, le Conseil général a approuvé le 20 décembre 2001 la création du Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement et défini son mandat.⁸ L'un des principaux objectifs à l'origine de cette création était de regrouper les nombreuses ressources extrabudgétaires de l'OMC en un seul fonds général, de manière à disposer d'une base financière solide et stable pour les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités de l'OMC. C'est la raison pour laquelle le mandat du Fonds prévoit un mécanisme de suivi des annonces de contributions et de leur versement. Le Conseil général a également accru de manière sensible la part du budget ordinaire consacrée à l'assistance technique, mais le Fonds global est aujourd'hui la principale source de financement de cette assistance.

111. Conformément au mandat du Fonds global, le Comité du budget, des finances et de l'administration devra recommander au Conseil général un objectif pour son financement en 2004. Ce montant correspondra à la valeur estimative du Plan d'assistance technique pour 2004, tel qu'il sera adopté par le Comité du commerce et du développement, compte tenu des ressources disponibles pour l'assistance technique dans le budget ordinaire de 2004 et des ressources allouées par les organisations partenaires pour l'exécution d'activités conjointes. Le Secrétariat a élaboré un document distinct sur la question qui sera soumise à l'examen des Membres.

⁸ Voir le document WT/BFA/56 et en particulier ses paragraphes 13 à 22 et ses annexes A et B.

ANNEXE

I. FORMATION DISPENSÉE À GENÈVE			
	Description des activités/dates	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours ⁹
A. Cours de politique commerciale	27 ^{ème} cours de politique commerciale (anglais) 12 janvier-2 avril	IFCT, divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30 x 60) 1 800
	28 ^{ème} cours de politique commerciale (anglais) 12 janvier-2 avril	IFCT, divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30 x 60) 1 800
	29 ^{ème} cours de politique commerciale (français) 26 avril-16 juillet	IFCT, divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30 x 60) 1 800
	30 ^{ème} cours de politique commerciale (espagnol) 20 septembre-10 décembre	IFCT, divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30 x 60) 1 800
B. Cours spécialisés	8 ^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends 19-23 avril (espagnol)	IFCT, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(30 x 5) 150
	9 ^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends 27 septembre-1 ^{er} octobre (anglais)	IFCT, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(30 x 5) 150
	10 ^{ème} cours (spécialisé) sur le règlement des différends 13-17 décembre (anglais)	IFCT, Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(30 x 5) 150
	4 ^{ème} cours spécialisé (sujet à déterminer) 11-22 octobre (anglais)	IFCT, divisions de l'OMC	(30 x 10) 300
	3 ^{ème} cours spécialisé (Négociations commerciales: de la théorie à la pratique) 8-19 novembre (français)	IFCT	(30 x 10) 300

⁹ Les chiffres indiqués sont des estimations établies sur la base d'expériences antérieures et de projections. L'objectif est d'avoir une mesure de mise en œuvre plus précise.

I. FORMATION DISPENSÉE À GENÈVE			
	Description des activités/dates	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours ⁹
C. Cours d'introduction	5 ^{ème} cours d'introduction pour les PMA 24 mai-11 juin (français)	IFCT, divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30 x 15) 450
	6 ^{ème} cours d'introduction pour les PMA, 12-30 juillet (anglais)	IFCT, divisions de l'OMC, CNUCED, CCI, OMPI, Banque mondiale	(30 x 15) 450
D. Journées d'initiation	9 ^{ème} , 10 ^{ème} et 11 ^{ème} journées d'initiation (anglais/français/espagnol)	IFCT, divisions de l'OMC	n.d.
E. Semaine de Genève	Premier semestre	Division du développement et autres divisions de l'OMC	(70 x 5) 350
	Deuxième semestre	Division du développement et autres divisions de l'OMC	(70 x 5) 350
F. Partenariats pour la formation et le renforcement des capacités	Atelier pour professeurs d'université sur des questions concernant l'OMC Ateliers organisés à Genève à l'intention de professeurs d'université sur des questions concernant l'OMC en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur régionaux, des universitaires et des gouvernements de la région	IFCT, Division de la recherche économique et des statistiques, autres divisions	
	1. pour les pays africains anglophones	En coopération avec: Université de Nairobi, universitaires de la région	(30 x 3) 90
	2. pour les pays africains francophones	Universtié Mohammed V (Souissi), Rabat	(30 x 3) 90
	3. pour les pays d'Asie	Université de Hong Kong, universitaires de la région	(30 x 3) 90
	4. pour les pays des Caraïbes	University of the West Indies et universitaires de la région	(30 x 3) 90
	5. pour l'Amérique latine	BID/INTAL, établissements d'enseignement supérieur régionaux	(30 x 3) 90

I. FORMATION DISPENSÉE À GENÈVE			
	Description des activités/dates	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours⁹
	Programme de soutien d'études de doctorat	Division de la recherche économique et des statistiques, divisions opérationnelles	(6 x 180) 1 080
	Programme à l'intention d'universitaires invités	Division de la recherche économique et des statistiques, divisions opérationnelles	n.d.
	Collaboration dans le domaine de la recherche: activités de recherche conjointes avec des universitaires de pays en développement	Division de la recherche économique et des statistiques	n.d.
	Programme de diffusion de documents pour les universités: fourniture gratuite d'un jeu de base de publications de l'OMC à des groupes de 20 universités dans chaque région	IFCT, établissements d'enseignement supérieur régionaux	n.d.
Sous-total I			11 380

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
A. Cours régionaux de politique commerciale	Afrique (anglophone)	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève, les cours régionaux sont dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région.	IFCT, divisions de l'OMC, partenariat avec l'Université de Nairobi	(25 x 60) 1 500
	Afrique (francophone)	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève, les cours régionaux sont dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région.	IFCT, divisions de l'OMC, partenariat avec l'Université Mohammed V (Souissi), Rabat	(28 x 60) 1 680
	Asie/Pacifique	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève, les cours régionaux sont dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région.	IFCT, divisions de l'OMC, partenariat avec l'Université de Hong Kong	(33 x 60) 1 980
	Caraïbes	Fondés sur le même modèle que les cours de Genève, les cours régionaux sont dispensés en coopération avec des universitaires et spécialistes de la région.	IFCT, divisions de l'OMC, partenariat avec l'University of the West Indies, Mona Campus (Jamaïque)	(30 x 60) 1 800
B. Cours de politique commerciale de courte durée dans le cadre du Programme de Doha pour le développement	Afrique	3 ^{ème} cours de politique commerciale OMC/BAD/CEA à l'intention des pays africains	IFCT, BAD, CEA	(53 x 10) 530
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Cours de politique commerciale de courte durée sur le PDD	IFCT	(19 x 5) 95
	Asie	Cours de politique commerciale OMC/CESAP (ONU) sur les Accords de l'OMC et les négociations dans le cadre du PDD	IFCT, BAsD, ANASE, FORSEC, SAARC, CESAP (ONU)	(23 x 5) 115
	Asie-Pacifique	Cours de politique commerciale OMC/FORSEC sur les Accords de l'OMC et les négociations dans le cadre du PDD	IFCT, FORSEC	(14 x 5) 70
	Caraïbes	Questions commerciales multilatérales et régionales pour les Amériques: le Programme de Doha pour le développement et le processus de création de la ZLEA	IFCT, OEA	(25 x 5) 125

¹⁰ Les activités auront lieu à des dates et dans des lieux qui seront déterminés par voie de consultations et en considération des ressources et de la répartition des activités dans l'année et dans les différentes zones géographiques.

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Cours de politique commerciale de courte durée sur le PDD	IFCT	(30 x 5) 150
	Amérique latine	Questions commerciales multilatérales et régionales pour les Amériques: le Programme de Doha pour le développement et le processus de création de la ZLEA	IFCT, OEA	(25 x 5) 125
C. Séminaires/ Ateliers régionaux				
i) Agriculture	Afrique (anglophone)	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO	(25 x 3) 75
	Afrique (francophone)	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO	(28 x 3) 84
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO	(19 x 3) 57
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, activités conjointes OMC/CESAP (ONU); ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37 x 3) 111
	Caraïbes	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base, FAO	(14 x 3) 42
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base	(30 x 3) 90
	Amérique latine	Atelier régional	Division de l'agriculture et des produits de base	(20 x 3) 60

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
ii) Règlement des différends	Afrique (anglophone)	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(25 x 4) 100
	Afrique (francophone)	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(28 x 4) 112
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel	(19 x 4) 76
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier sur les procédures et les pratiques de règlement des différends et sur les négociations concernant le Mémorandum d'accord	Activité conjointe OMC/CESAP (ONU); Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, ANASE, SAARC, BASD, FORSEC	(37 x 4) 148
	Caraïbes	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, INTAL/BID	(14 x 4) 56
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, IMV	(30 x 4) 120
	Amérique latine	Cours spécial de formation sur le règlement des différends à l'OMC	Division des affaires juridiques, Secrétariat de l'Organe d'appel, INTAL-BID	(20 x 4) 80
iii) Marchés publics et dispositions relatives à la transparence	Afrique (anglophone)	Atelier sur la transparence des marchés publics	Division de la propriété intellectuelle	(50 x 3) 150
	Afrique (francophone)	Atelier sur la transparence des marchés publics	Division de la propriété intellectuelle	(56 x 3) 168
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier sur les marchés publics et les dispositions relatives à la transparence	Activité conjointe OMC/CESAP (ONU); Division de la propriété intellectuelle, ANASE, SAARC, BASD, FORSEC	(37 x 3) 111
	Caraïbes	Atelier sur la transparence des marchés publics	Division de la propriété intellectuelle	(28 x 3) 84

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	Amérique latine	Atelier sur la transparence des marchés publics	Division de la propriété intellectuelle	(40 x 3) 120
iv) Accès aux marchés des produits non agricoles	Afrique (francophone)	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(28 x 3) 84
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(19 x 3) 57
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Activité conjointe OMC/CESAP (ONU); Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques, ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37 x 3) 111
	Caraïbes	Atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés	Division de l'accès aux marchés, Division de la recherche économique et des statistiques	(14 x 3) 42
v) Autres questions liées à l'accès aux marchés a) Évaluation en douane, règles d'origine	Afrique (anglophone)	Atelier sur l'évaluation en douane y compris la facilitation des échanges et les règles d'origine	Division de l'accès aux marchés, OMD	(25 x 4) 100
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier sur l'évaluation en douane y compris la facilitation des échanges et les règles d'origine	Division de l'accès aux marchés, OMD	(37 x 4) 148
	Caraïbes	Atelier sur l'évaluation en douane y compris la facilitation des échanges et les règles d'origine	Division de l'accès aux marchés, OMD	(14 x 4) 56
	Asie centrale et Caucase	Atelier sur l'évaluation en douane y compris la facilitation des échanges et les règles d'origine	Division de l'accès aux marchés, OMD	(20 x 4) 80

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
b) Facilitation des échanges	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED, ONU/CEE	(38 x 3) 114
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Atelier sur la facilitation des échanges	Division de l'accès aux marchés, OMD, CNUCED, ONU/CEE	(60 x 3) 180
vi) Règles (antidumping, subventions et droits compensateurs, sauvegardes, commerce d'État)	Afrique (SADC)	Atelier sur les sauvegardes	Division des règles	(30 x 3) 90
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier sur les procédures d'enquête relatives aux mesures correctives commerciales	Division des règles	(30 x 4) 120
	Caraïbes	Atelier sur l'antidumping	Division des règles	(24 x 4) 96
	Amérique latine	Atelier sur les procédures d'enquête relatives aux mesures correctives commerciales	Division des règles	(20 x 4) 80
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Atelier sur l'antidumping	Division des règles	(24 x 4) 96
vii) Mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)	Afrique (anglophone)	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(46 x 3) 138
	Afrique (francophone)	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(36 x 3) 108
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(48 x 3) 144

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	Asie	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Activités conjointes OMC/CESAP (ONU); Division de l'agriculture et des produits de base, ANASE, SAARC, BASD, CODEX/CIPV/OIE, FORSEC	(20 x 3) 60
	Asie-Pacifique	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(36 x 3) 108
	Caraïbes	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(32 x 3) 96
	Amérique centrale	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(32 x 3) 96
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(28 x 3) 84
	Amérique latine	Formation appliquée relative à l'Accord SPS	Division de l'agriculture et des produits de base	(32 x 3) 96
viii) Services; AGCS	Afrique (anglophone)	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(25 x 3) 75
	Afrique (francophone)	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(28 x 3) 84
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services, ONU/CESAO	(19 x 3) 57

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	Asie et Asie-Pacifique	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Activité conjointe OMC/CESAP (ONU); Division des services, ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37 x 3) 111
	Caraïbes	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(14 x 3) 42
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(30 x 3) 90
	Amérique latine	Évolution des négociations en cours sur les services; demandes et offres; questions relatives à l'établissement des listes; élaboration des règles; questions de développement	Division des services	(20 x 3) 60
ix) Obstacles techniques au commerce (OTC)	Afrique de l'Est et de l'Ouest	Atelier sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions concernant les OTC	Division du commerce et de l'environnement, COMESA	(84 x 3) 252
	Asie	Atelier sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions concernant les OTC	Division du commerce et de l'environnement, APEC	(69 x 3) 207
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Atelier sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions concernant les OTC	Division du commerce et de l'environnement, organismes internationaux et régionaux pertinents	(90 x 3) 270
	Amérique latine	Atelier sur la mise en œuvre de l'Accord OTC et certaines autres questions concernant les OTC	Division du commerce et de l'environnement, BID/INTAL	(60 x 3) 180

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
x) Textiles et vêtements (ATV)	Afrique	Situation d'après-ATV et résultats du PDD en matière d'accès aux marchés pour certains pays africains	Division des textiles	(38 x 3) 114
	Asie	Atelier sur le commerce international des textiles et des vêtements, situation d'après-ATV et résultats du PDD en matière d'accès aux marchés	Division des textiles, ANASE, SAARC, BAsD	(23 x 3) 69
	Amérique centrale	Situation d'après-ATV et résultats du PDD en matière d'accès aux marchés pour les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine	Division des textiles	(18 x 3) 54
	Amérique du Sud	Situation d'après-ATV et résultats du PDD en matière d'accès aux marchés pour l'ALADI	Division des textiles	(25 x 3) 75
xi) Commerce et politique de la concurrence	Afrique (anglophone)	Cours intensif sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(50 x 6) 300
	Afrique (francophone)	Cours intensif sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(56 x 6) 336
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(74 x 3) 222
	Amérique latine	Atelier sur le commerce et la politique de la concurrence	Division de la propriété intellectuelle, CNUCED	(40 x 3) 120
xii) Commerce et développement	Afrique (anglophone)	Atelier sur le traitement spécial et différencié et les petites économies	Division du développement	(25 x 3) 75
	Afrique (francophone)	Atelier sur le traitement spécial et différencié et les petites économies	Division du développement	(28 x 3) 84
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier sur le traitement spécial et différencié et les petites économies	Division du développement	(19 x 3) 57
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier sur le traitement spécial et différencié et les petites économies	Division du développement	(37 x 3) 111
	Caraïbes	Atelier sur le traitement spécial et différencié et les petites économies	Division du développement	(14 x 3) 42

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	Amérique latine	Atelier sur le traitement spécial et différencié et les petites économies	Division du développement	(20 x 3) 60
xiii) Commerce et environnement	Afrique (francophone)	Atelier concomitant sur le commerce et l'environnement (faisant suite à un atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés)	Division du commerce et de l'environnement	(28 x 1) 28
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier concomitant sur le commerce et l'environnement (faisant suite à un atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés)	Division du commerce et de l'environnement	(19 x 1) 19
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier concomitant sur le commerce et l'environnement (faisant suite à un atelier sur la mise en œuvre de l'Accord OTC)	Division du commerce et de l'environnement	(37 x 1) 37
		Atelier sur les négociations concernant le commerce et l'environnement concomitant avec une activité du PNUE	Division du commerce et de l'environnement, AEM	(68 x 1) 68
	Caraïbes	Atelier concomitant sur le commerce et l'environnement (faisant suite à un atelier sur les négociations concernant l'accès aux marchés)	Division du commerce et de l'environnement	(14 x 1) 14
	Amérique latine	Négociations; programme de travail du Comité du commerce et de l'environnement	Division du commerce et de l'environnement, AEM, PNUE, BID	(40 x 2) 80
xiv) Commerce et investissement	Afrique (anglophone)	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(25 x 2) 50
	Afrique (francophone)	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(28 x 2) 56
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(19 x 2) 38
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier sur le commerce et l'investissement à l'OMC	Activité conjointe OMC/CESAP (ONU); Division du commerce et des finances, ANASE, SAARC, BASD, FORSEC	(37 x 2) 74
	Caraïbes	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(14 x 2) 28

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(30 x 2) 60
	Amérique latine	Mise en œuvre du mandat de Doha	Division du commerce et des finances	(20 x 2) 40
xv) ADPIC	Afrique (anglophone)	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité, mise en œuvre)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(50 x 3) 150
	Afrique (francophone)	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité, mise en œuvre)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(56 x 3) 168
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité, mise en œuvre)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(38 x 3) 114
	Asie et Asie-Pacifique	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité, mise en œuvre)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(74 x 3) 222
	Caraïbes	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité, mise en œuvre)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(28 x 3) 84
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité, mise en œuvre)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(60 x 3) 180
	Amérique latine	Accord sur les ADPIC (indications géographiques, ADPIC et santé publique, biotechnologie/savoirs traditionnels/biodiversité, mise en œuvre)	Division de la propriété intellectuelle, OMPI et autres organisations intergouvernementales pertinentes	(40 x 3) 120

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
xvi) Accords commerciaux régionaux	Afrique (anglophone)	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, secrétariats régionaux	(25 x 4) 100
	Afrique (francophone)	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, secrétariats régionaux	(28 x 4) 112
	Asie	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, secrétariats régionaux	(25 x 4) 100
	Asie-Pacifique	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, secrétariats régionaux	(25 x 4) 100
	Caraïbes	Règles de l'OMC sur les ACR pour la CARICOM	Division de l'examen des politiques commerciales, secrétariats régionaux	(25 x 4) 100
	Amérique latine	Règles de l'OMC sur les ACR	Division de l'examen des politiques commerciales, secrétariats régionaux	(20 x 4) 80
D. Techniques de négociations commerciales	Afrique (anglophone)	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(25 x 5) 125
	Afrique (francophone)	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(28 x 5) 140
	Pays arabes et du Moyen-Orient	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(19 x 5) 95
	Asie et Asie-Pacifique	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	Activité conjointe OMC/CESAP (ONU); ANASE, SAARC, BAsD, FORSEC	(37 x 5) 185
	Caraïbes	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(14 x 5) 70

II. ACTIVITÉS RÉGIONALES D'ASSISTANCE TECHNIQUE ET DE FORMATION ¹⁰				
Sujet/programme	Région/ Sous-région	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
	Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(30 x 5) 150
	Amérique latine	Atelier sur les compétences en matière de négociations commerciales	IFCT	(20 x 5) 100
Sous-total II				18 632

III. ATELIERS ET SYMPOSIUMS ORGANISÉS À GENÈVE			
Sujet	Description et date de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations	Nombre de participants x nombre de jours
Commerce et environnement	Symposium public pour les délégués en poste à Genève	Division du commerce et de l'environnement, Division de l'accès aux marchés, Division des règles, CNUCED, PNUE	
	Atelier pour les pays africains (anglophones et francophones) et les pays arabes et du Moyen-Orient	Division du commerce et de l'environnement, Division de l'accès aux marchés, Division des règles, accords environnementaux multilatéraux et organisations intergouvernementales	(65 x 6) 390
OTC	Réunion spéciale sur les procédures pour l'échange de renseignements pour les délégués en poste dans les capitales	Division du commerce et de l'environnement	(120 x 4) 480
Services	Questions liées aux modes, secteurs et/ou règles présentant une importance particulière pour les pays en développement; pour les délégués en poste dans les capitales	Division des services	(149 x 3) 447
ADPIC	Séminaire de formation sur les questions liées aux ADPIC pour professeurs d'université de pays en développement	Division de la propriété intellectuelle, OMPI	(25 x 10) 250
Accession	Processus d'accession à l'OMC pour les délégués en poste dans les capitales	Division des accessions	(30 x 3) 90
ADPIC	Indications géographiques pour les délégués en poste à Genève	Division de la propriété intellectuelle	
Politique de la concurrence	Symposium sur la politique de la concurrence pour les délégués en poste à Genève	Division de la propriété intellectuelle	
ACR	Séminaire sur les ACR pour les délégués en poste à Genève	Division de l'examen des politiques commerciales	
Mesures correctives commerciales	Mesures correctives commerciales à l'intention de responsables de ces questions des pays en développement	Division des règles	(20 x 3) 60
Règles	Règles à l'intention de certains pays en développement	Division des règles, CNUCED	(20 x 3) 60
Sous-total III			1 777
TOTAL GÉNÉRAL			31 789

IV. AUTRES ARRANGEMENTS DE PARTENARIAT ¹¹				
Région	Institutions/organisations partenaires	Lieu	Description de l'activité	Divisions de l'OMC Coopération avec d'autres organes/organisations
Pays arabes et du Moyen-Orient	BIsD		Cours de politique commerciale à l'intention des pays Membres de l'OCI - francophones - anglophones	IFCT, divisions de l'OMC, experts d'autres organisations
Asie et Asie-Pacifique	Organisation internationale du droit du développement (IDLO)		Cours public de droit commercial international Asie-Pacifique	IFCT, divisions de l'OMC, experts d'autres organisations
Amérique latine	Association latino-américaine d'intégration (ALADI)		Quatrième cours de politique commerciale de courte durée pour les membres de l'ALADI	IFCT, gouvernement espagnol
Afrique et Amérique latine	Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)		L'OMC et son incidence sur la commercialisation des produits agricoles au niveau international	IFCT, CIHEAM
Europe centrale et orientale, Asie centrale et Caucase	Institut mixte de Vienne (IMV)		Premier cours de politique économique appliquée	Division de la recherche économique et des statistiques, Banque mondiale
	Institut mixte de Vienne (IMV)		Deuxième cours de politique économique appliquée	Division de la recherche économique et des statistiques, Banque mondiale

¹¹ Outre les activités énumérées dans l'annexe, qui sont exécutées le plus souvent en partenariat avec d'autres organes et organisations, le Secrétariat de l'OMC coopère régulièrement avec ses partenaires pour fournir une ATLC dans le cadre d'accords de partenariat spécifiques (par exemple des mémorandums d'accord) qui sont mentionnés dans le présent tableau.